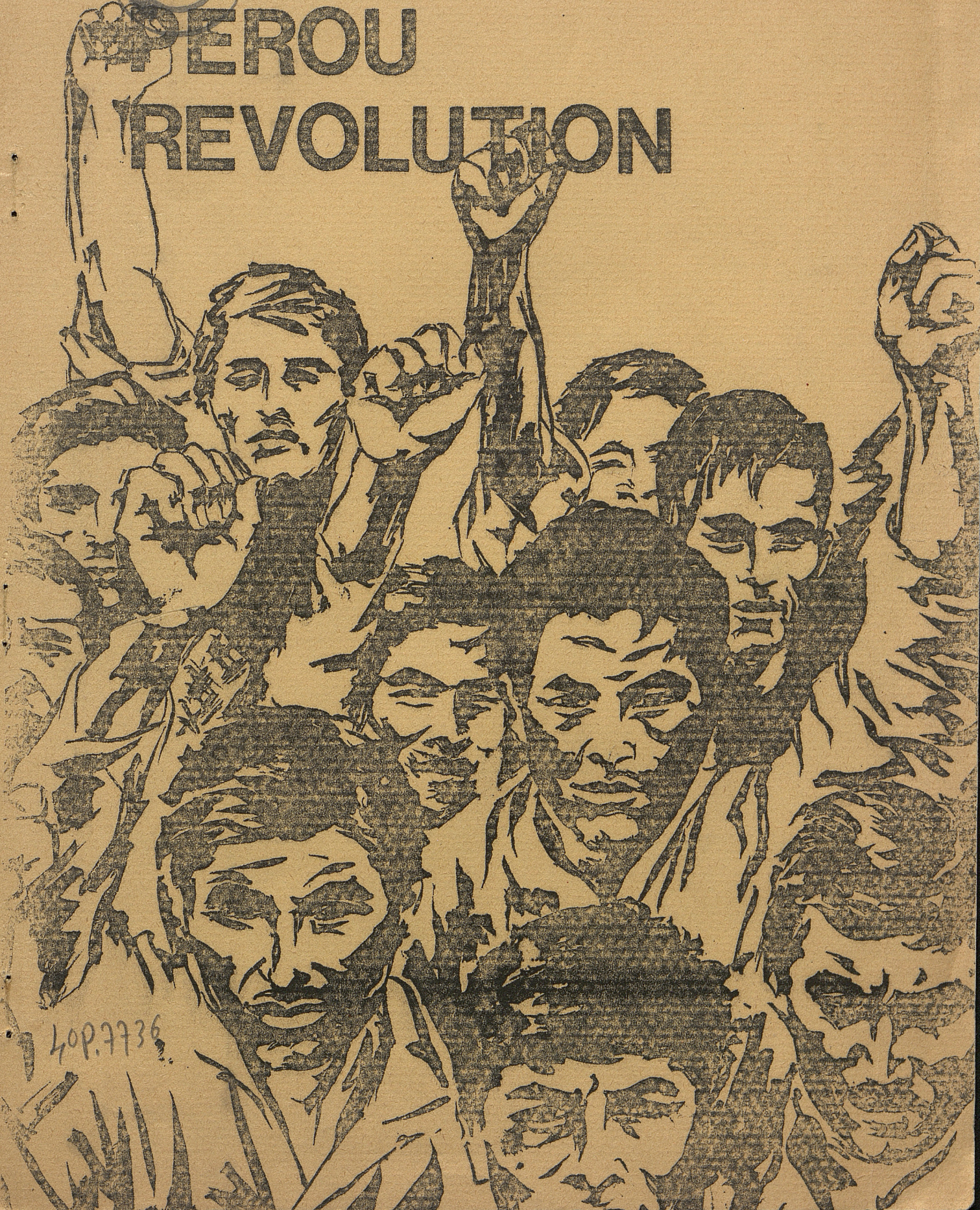


UNIVERSITES DE PARIS
B.D.I.C.

PEROU REVOLUTION



40P.7736

VANGUARDIA

REVOLUCIONARIA

mai 1970

n° 4

TABLE DES MATIERES

	Page
- Analyse de la question du cuivre	1
- La nouvelle loi de presse: démagogie et répression	12
- Déclaration de VANGUARDIA REVOLUCIONARIA au sujet de l'expropriation des journaux "Expreso" et Extra".....	16
- Extraits de l'article du sociologue A. Quijano "Nature, situation et tendances de la société péruvienne contemporaine"	18

40p. 7736

ANALYSE DE LA QUESTION DU CUIVRE

Le Contrat de Cuzajone entre le gouvernement réformiste bourgeois de Velazco et la Compagnie impérialiste Southern Peru Copper Corporation a été signé. Les termes de ce Contrat montrent le caractère pro-imperialiste du gouvernement Réformiste bourgeois de Velazco : il garantit les intérêts de l'imperialisme auquel ~~il subordonne les~~ ^{Subordonne les} intérêts péruviens.

Nous allons tout d'abord voir quels sont les facteurs qui déterminent la conjoncture nationale du cuivre :

- 1) La demande de ce métal stratégique de la part de l'économie impérialiste
- 2) Les conditions techniques minières du Pérou, avec ses grands gisements qui, bien que facilement accessibles et très riches en minerai, restent inexploités
- 3) Les caractéristiques du cadre législatif entièrement favorable à l'imperialisme.
- 4) La nécessité pour le gouvernement péruvien, suivant sa conception économique, élaborée et imposée par le Fond Monétaire International, de faire rentrer des devises.
- 5) Le mouvement populaire antiimperialiste affaibli par l'action des révisionnistes et sujet à nos propres limites.

1) La demande de cuivre de la part de l'économie des pays impérialistes détermine un niveau de prix attractif (environ 1000 US dollars la tonne de cuivre fin) et une demande soutenue sur le marché.

La consommation de cuivre dans les pays industrialisés augmente énormément en raison de son utilisation dans l'industrie électronique moderne, l'informatique l'industrie de guerre et aérospaciale. Les réserves de cuivre fin des U.S.A. étaient descendues à 200 000 tonnes et ce pays a décidé de les élever proportionnellement à l'accroissement de ses besoins à 1 million de tonnes. Le Japon, actuellement puissance industrielle impérialiste, s'est donné le même but.

Les trois plus grands producteurs mondiaux de cuivre, les Etats-Unis, l'U.R.S.S., et le Canada, consomment tout ce qu'ils produisent (les U.S.A. consomment aussi une partie du cuivre canadien) et de ce fait ne participent pas, comme exportateurs, au marché international.

Les pays exportateurs sont les pays arriérés coloniaux et semi-coloniaux, auxquels la domination impérialiste impose un rôle de producteurs de matières-premières pour l'approvisionnement des industries installées dans les métropoles impérialistes. Les quatre plus grands sont, par ordre d'importance: la Zambie, le Chili, le Pérou et le Congo-Kinshasa, ou plutôt les entreprises impérialistes établies dans ces pays. Ainsi, en Zambie, les deux entreprises qui contrôlent 95% de la production nationale de cuivre sont 2 monopoles à capitaux principalement yankees: la Anglo-American et la Reans Selections Trust. Au Chili c'est la Kenecott et l'Anaconda. Au Congo c'est la Compagnie Belge du Katanga, qui a provoqué la guerre civile et l'assassinat de Lumumba et qui, d'ailleurs, est déjà depuis un bon moment dominée par les capitaux yankees.

Enfin, au Pérou, ce sont 2 monopoles impérialistes yankees: la Cerro de Pasco Copper Corporation et la American Smelting (propriétaire de la Northern et la Southern) qui contrôlent, comme dans les autres pays cités, approximativement 90 à 95% de la production nationale.

Autrement dit, au niveau mondial les grands producteurs de cuivre sont contrôlés par l'impérialisme yankee. Les japonais n'ont accès qu'au reste: au Pérou, par exemple, de plus en plus actifs, ils exploitent les mines de cuivre de Huanzalé (Huánuco), Chapi (Arequipa), Raul et Condestable (Lima).

2) Les conditions techniques minières du Pérou, avec ses grands gisements inexploités, bien que facilement exploitables et très riches en minerai, font de ce pays la cible de l'impérialisme vorace.

Les principaux gisements sont: Cuajone, Quellaveco, Cerro Verde (dans le département de Moquegua et de Arequipa) qui fournissent en tout plus d'un milliard de tonnes de minerai de cuivre contenant environ 1% de métal pur. Ces gisements sont tous semblables et tous exploités de la même façon: à ciel ouvert. Le travail consiste à éventrer la montagne, à transporter le minerai à un purificateur où l'on augmente sa richesse en cuivre; parfois il est exploité tel quel, mais le plus souvent il est envoyé à la fonderie où l'on en fait des barres appelées "blisters". En général, on exporte le cuivre sous cette forme; ce qui n'est pas exporté est envoyé à la raffinerie où l'on produit un cuivre pur prêt à être utilisé dans l'industrie.

20 % seulement de la production nationale sont raffinés dans l'unique usine existante, celle de Cerro de Pasco Corporation à Oroya et seulement 1 % de la production nationale est transformé par l'industrie par une autre usine de la Cerro à Oroya qui produit des câbles de cuivre, utilisés pour les lignes de conduction électriques.

La production nationale de cuivre s'élève à 200 000 tonnes environ dont la Cerro de Pasco à elle seule produit 35 à 40 000 tonnes et la American Smelting (Southern et Northern) à peu près 150 000 tonnes.

La American Smelting, installée sur la mine de Toquepalla depuis 1955, s'était assuré le contrôle de Guajone et de Quellaveco qui se trouvent à 20 ou 30 Km de Toquepalla. L'infrastructure de l'une (routes, chemin de fer, ports, entrepôts, ateliers, purificateurs, fonderies etc ...) pouvait servir aux deux autres, avec des modifications et des agrandissements. Ceci a été bien compris de la compagnie impérialiste qui, dès son installation à Toquepalla, a conçu des projets d'exploitation pour plus de 50 ans. Aujourd'hui, elle a atteint une seconde étape qui durera plus de 50 ans et il lui reste une troisième: Quellaveco, qui lui est plus que jamais assuré, non seulement par le contenu du contrat, mais aussi par la présence effective de l'American Smelting qui atteint des dimensions colossales.

3) Les caractéristiques du cadre législatif entièrement favorable à l'impérialisme et la présence d'un gouvernement à son service sont naturellement les points suivants à prendre en considération pour l'analyse de la conjoncture du cuivre.

Les deux facteurs étudiés antérieurement, la demande impérialiste et les conditions techniques minières du Pérou, existaient déjà au temps du président Belaunde et dès à cette époque les monopoles américains agissaient pour obtenir une législation favorable. Dans cette optique l'article 56 du code minier fut modifié en février-avril 1968, de façon à donner des stimulants nouveaux et plus attractifs aux investissements impérialistes. Pour s'implanter au Pérou, le capital impérialiste exigeait des profits encore plus grands. Après cette modification le Contrat de Guajone devait être signé mais l'impérialisme yankee manifesta une autre exigence: l'assainissement du Statut légal de l'International Petroleum Company, car ce point était source de fréquentes agitations antiimpérialistes. Les contrats du cuivre viendraient plus tard. Pour cette raison, en juillet-août 1968 Belaunde "brandit" l'acte de Talara (caricature de nationalisation du gisement exploité par l'I.P.C.) mais sa maladresse, sa précipitation, le cynisme et l'absence d'intérêt que manifestait Ulloa (Minis-

tre de l'économie) et compagnie, firent échouer cette mascarade. De nouveaux hommes furent donc nécessaires pour "assainir" l'image de l'impérialisme sacrifiant l'I.P.C. mais préparant déjà l'abandon du cuivre aux impérialistes.

Le gouvernement militaire Réformiste bourgeois de Velazco et compagnie prit le pouvoir et expropria l'I.P.C. pour terminer l'oeuvre inachevée du gouvernement de Belaunde. Quant au cuivre il le livre aux yankees. (En bien d'autres points qui sont ici hors de notre sujet les militaires continuent l'oeuvre de Belaunde).

4) La nécessité pour le gouvernement péruvien, en accord avec sa conception économique élaborée et imposée par le F.M.I., de se procurer des devises est un autre facteur déterminant de la conjoncture.

Comme on le sait, en septembre 1967 la monnaie a été dévaluée de 40 % par rapport au dollar. Depuis lors la préoccupation principale du gouvernement en matière économique est que la Banque Centrale de Réserves dépose des fonds suffisant en devises pour couvrir des dettes à l'étranger et de faciliter la sortie des profits que font les entreprises impérialistes implantées au Pérou. C'est cette préoccupation majeure qui détermine actuellement l'orientation de l'économie.

L'exploitation du cuivre avec 234 millions de dollars est quantitativement la deuxième source de devises, la première étant les produits de la pêche avec 234,3 millions de dollars. Le 2 ensemble représentent plus de 50 % de la valeur des exportations, qui a été en 1968 de 846 millions de dollars.

Le gouvernement soumis aux intérêts impérialistes du F.M.I. cherche à maintenir l'équilibre monétaire. Or pour cela il faut réduire les importations et augmenter les exportations. Le solde de ces comptes, la balance commerciale, sert à payer le capital financier impérialiste représenté justement, entre autres par le F.M.I.

LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATIONS SONT LES SUIVANTS

Produits d'exportation	Million de dollar
Produits de la pêche	234,3
<u>cuivre</u>	<u>234</u>
Argent	68
Fer	63,3

.../

Sucre	62, 3
Coton	55, 8
Café	35, 7
Zinc	33, 2
Plomb	29, 4
<u>Pétrole</u> et ses dérivés	<u>10, 9</u>
Laines	9, 4
Autres	9, 7
Total	846

(Source: Banque Centrale de Réserve)

L'analyse de la structure des exportations montre que l'augmentation des exportations se fait surtout avec le cuivre. Etant donné les facteurs déjà mentionnés (demande de l'impérialisme, conditions techniques minières, cadre législatif pro-impérialiste) il n'y a pas d'autre produit qui soit en meilleure position pour répondre aux exigences du F.M.I.

COMPARAISON DES EXPORTATIONS EN 1950, 1960, ET 1968

	1950	1960	1968
Valeur totale des exportations en millions de dollars.	194	433	846
Valeur des exportations de cuivre en millions de dollars	10	95	234
Cuivre fin exporté en milliers de tonnes	27	168	207
Prix du cuivre par tonne en dollars	373	564	1130

(Source: Banque Centrale de Réserve)

Néanmoins, les effets désastreux de cette politique monétaire se manifestent clairement lorsque l'on analyse son retentissement sur les importations. Celles-ci ont été réduites de 819 millions de dollars en 1967, à 631 millions en 1968, soit une baisse moyenne de 23 %. Si l'on observe le détail, on voit que la réduction est encore plus draconienne en ce qui concerne les importations les plus importantes pour le développement économique du pays:

BAISSE DES IMPORTATIONS DANS LE SECTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT EN %

Matériaux de construction	40 %
Biens d'équipement pour l'agriculture	51 %
Biens d'équipement pour l'industrie	21 %
Biens d'équipement pour le transport	45 %
Baisse totale de biens d'équipement	30 %

(Source: Banque Centrale de Réserve)°

Tels sont les effets de la première année de dévaluation et de la politique d'équilibre monétaire fondée sur le programme du F.M.I. On comprend que sans nouveaux investissements industriels l'économie tend vers la contraction et le chômage.

5) Le mouvement populaire anti-impérialiste déjà faible du fait de l'échec de la politique de la gauche traditionnelle, affaibli plus encore par l'action actuelle des révisionnistes et soumis à ses propres limites, est le dernier facteur qui, à notre avis, détermine la conjoncture du cuivre. Il est clair que la présence d'un puissant mouvement populaire anti-impérialiste est capable de faire face à une conjoncture comme celle qu'on a décrite et de freiner ses effets. Par contre un mouvement anti-impérialiste affaibli pour les raisons signalées ci-dessus n'est pas capable de faire face à une conjoncture de ce type et le rapport de forces écrasant détermine une situation favorable à l'ennemi et défavorable à la cause révolutionnaire.

Les investissements de l'impérialisme yankee au Pérou et en Amérique Latine se retrouvent dans le tableau suivant.

	1955	1960	1965
Investissements au Pérou(cumulatifs) en millions de dollars.	320	446	515

	1955	1960	1965
Total des investissements en Amérique Lat. (Cumulatif) en millions de dollars	6,500	8387	9371
Investissement dans les mines et dans les fonderies. En millions de dollars. (cumulatifs)			
PEROU	2	251	263
CHILI		517	509
BRESIL		10	51
Total des investissements dans les mines et les fonderies en A. Latine. en millions de dollars (cumulatifs)	628	1155	1114
Profits annuels Nord-Américains provenant de ses investissements de mines et fonderie en A. Latine.		164	206
Profits annuels nord-américains en A. Latine. Millions de dollars.		829	1170
Profits totaux annuels nord-américains au Pérou		58	98

(Source: "La realidad de la Economía Latinoamericana". Analyse globale. OLAS 1967, qui à son tour cite le CEPAL; le Département de Commerce USA, Survey of current Business; la Revue Fortune, OEA; etc.)

Dans la dernière décennie (1956-65) les profits de l'impérialisme yankee au Pérou ont été de 533 millions de dollars, tandis que ses nouveaux investissements, pour la même période, n'atteignaient même pas 200 millions de dollars. C'est-à-dire que du Pérou vers les Etats Unis s'écoulait un flux net de capital de l'ordre des 330 millions de dollars. Ce phénomène se répète à une plus grande échelle en Amérique Latine et dans le monde entier. Dans la décennie signalée, l'impérialisme nord-américain a investi en Amérique Latine 2,300 millions de dollars et il a reçu, comme fruit de l'exploitation exercée par ces monopoles dans cette région, 6,653 millions de dollars. Ce qui revient à dire qu'approximativement pour chaque dollar qu'il investit, il en emporte 3 en profit. Ces profits sont ceux que recherchent les monopoles impérialistes.

Voilà les profits qui découlent de l'exploitation des ouvriers péruviens ! Dans chaque quintal de coton, dans chaque sac de sucre, de farine de poisson, dans chaque barre de cuivre ou tonne de café se trouve incrustée la plusvalue arrachée à notre classe ouvrière. Tel est l'aspect économique du phénomène impérialiste.

On comprend alors l'importance que peut avoir des investissements comme ceux qu'engendrera le Contrat de Cuzajone: 355 millions de dollars. Nous pouvons évaluer à 700 millions de dollars le niveau actuel des investissements impérialistes yankee au Pérou. Cela signifie que Cuzajone va l'augmenter de 50 %. Bien entendu Quellaveco, Cerro Verde et Michiquillay parviendront à le doubler. Bientôt donc le courant de dollars du Pérou vers les Etats Unis augmentera proportionnellement. C'est-à-dire que l'exploitation du travailleur péruvien s'intensifiera; la soumission du pays, le vol de nos richesses, l'humiliation de notre peuple, tout cela augmentera sous l'effet de la présence renforcée de l'impérialisme au Pérou.

Face à ce phénomène de exploitation impérialiste la position que le Gouvernement militaire réformiste bourgeois de Velazco a adopté dès son installation, fut de favoriser les investissements étrangers. Il a été parfaitement conséquent avec ses postulats et a développé tout un ensemble d'actions orientées dans le même sens: La défense du Système capitaliste et de sa métropole impérialiste. Face à cette attitude pro-impérialiste du gouvernement les révisionnistes pro-soviétiques du Parti Communiste Péruvien, qui ont le contrôle bureaucratique de la C.G.T.P. (Confederacion General de Trabajadores del Perú) au lieu de combattre, ont choisi de le louer, de le glorifier, de le présenter comme un gouvernement qui devait être appuyé et ils ont mobilisé toutes leurs forces dans le sens d'un appui au gouvernement. Les réformistes bourgeois (de la revue "Oiga", par exemple), à plus forte raison.

Dans le pays il n'y a pas d'autre force d'opposition importante que notre Parti qui combat le gouvernement avec des positions marxistes-léninistes. En dépit de un certain degré de confusion dans quelques articles de notre journal, pendant la période de novembre à février 1969, le rôle d'avant-garde combative et fer de lance de la lutte révolutionnaire contre le gouvernement qu'a joué notre Parti, a été et continue d'être notable.

Cependant, nos forces ne sont pas suffisantes pour mettre en mouvement les masses populaires pour des objectifs anti-impérialistes. C'est à peine si nous sommes parvenus à mobiliser chaque secteur social pour ses revendications particulières. Tel est l'effet du poids du réformisme bourgeois et du révisionnisme parmi les masses ouvrières !

Lorsqu'en septembre dernier le gouvernement fût connaître ses mesures au sujet des mines, pendant que les réformistes bourgeois ("Oiga") et les révisionnistes pro-soviétiques (journal "Unidad") célébraient dans l'allégresse les décisions de Fernandez Maldonado (ministre des Mines et Énergie) et les qualifiaient de "révolutionnaires", nous étions les seuls à dénoncer ces mesures comme une manoeuvre visant à livrer le cuivre aux yankees, et nous expliquions déjà comment se déroulerait la braderie des richesses à laquelle le pays devait s'attendre si nous ne parvenions pas à couper les griffes de l'impérialisme.

C'est pourquoi nous avons appelé à la mobilisation des masses. Nous avons activement contribué au déclenchement de la Grève Générale à laquelle la direction bureaucratique de la C.G.T.P. a hypocritement appelé. Enfin, nous avons mené les actions d'agitation que nous permettent nos forces réelles et le niveau de conscience des classes opprimées, même si nous savions que le rapport de forces nous était tout à fait défavorable. Le résultat ne pouvait être différent. Le gouvernement réformiste bourgeois de Velasco continua son plan pro-impérialiste et brada le cuivre. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont choisi le samedi 20 décembre exactement, à la veille des deux semaines fériées de Noël et du Nouvel An. Ce fait reflète la crainte qu'inspirent au gouvernement les manifestations d'opposition.

=====

En Zambie le gouvernement de Kaunda (qui obtint l'indépendance politique de l'empire britannique dès 1964) "nationalisa" l'année dernière 25 entreprises étrangères, les expropriant et étatisant 51% des actions, et cette année il fût de même avec les deux entreprises impérialistes du cuivre et décida que les actions étatisées seraient remboursées avec le profit qui leur correspondrait dans un délai de 25 ans. Il décréta la fin des concessions perpétuelles (comme les concessions péruviennes), mais

il insista pour faire des concessions à des entreprises impérialistes, ce dont les japonais profitent actuellement. Il est difficile de qualifier le gouvernement de la Zambie, avec nos informations limitées. Il faut savoir que Simon Kapwepwe, le vice-président, qui se trouve à gauche de Kaunda, a démissionné. De même, il est important de ne pas oublier que Kaunda a été récemment l'objet d'un attentat dans lequel l'avion présidentiel explosa peu après avoir décollé. Il n'était pas à bord. En tout cas, la forme adoptée en Zambie est celle de la Société Mixte, qui est acceptée par l'impérialisme et, bien qu'elle ne signifie pas un contrôle total de sa part, peut toutefois représenter une situation stable très avantageuse pour les impérialistes.

Au Chili, ce qu'on a appelé la "nationalisation" ou "chiliennisation" du cuivre a aussi pris la forme de la Société Mixte. C'est-à-dire que l'Etat bourgeois devient associé de l'entreprise impérialiste. Ce qui est important dans cette affaire comme en tout autre, ce n'est pas précisément le nom mais le contenu concret de la question: le taux des impôts, le prix auquel devront être acquises les actions, la forme, les délais et les intérêts du paiement et toutes autres sortes de concessions accordées aux entreprises - à condition qu'elles admettent l'étiquettes d'entreprises "nationalisées". Dans le cas du Chili, l'information nous fait défaut sur ces questions. Dans le cas de la Zambie, tout ceci est l'objet de négociations en ce moment même. Rien n'a été encore défini.

Au Pérou, le gouvernement a annoncé la réforme de l'article 56 et la promulgation d'un nouveau Code des Mines. Nous croyons qu'il y a des raisons pour supposer que le Gouvernement Militaire réformiste bourgeois de Velazco s'orientera aussi vers la Société Mixte. Néanmoins, cette forme n'exclut pas nécessairement les autres, et il est probable qu'il maintiendra la possibilité d'investissements privés indépendants pour les entreprises impérialistes qui ne s'intéresseraient pas aux bénéfices des Sociétés Mixtes. Notre devoir sera de démasquer le piège des Sociétés Mixtes et d'éclaircir ce qui signifie le fait d'avoir, comme patron minier, l'Etat bourgeois associé à l'impérialisme nord-américain.

Il nous revient de lutter âprement contre l'impérialisme et contre ses agents, les militaires de l'actuel gouvernement bourgeois de service.

Notre tâche est de les démasquer comme ennemis du peuple et à cette fin nous devons travailler dans deux voies complémentaires et indissolublement liées: d'une part, à travers l'éclaircissement théorique, l'explication et la propéaganda, démasquer les ennemis du peuple; d'autre part, les démasquer aussi dans la pratique, à partir de l'agitation et à travers les mobilisations pour des objectifs de classe qui conduiront à des affrontements concrets, réels, physiques, avec l'appareil répressif qui défendra nos ennemis de classe et luttera contre les objectifs dont nous avons brandi le drapeau. De cette façon, nous les démasquerons complètement pour que le peuple puisse voir à qui il a affaire. Dans ce processus, nous devons poursuivre la construction du Parti, en nous fortifiant et en fortifiant les masses idéologiquement et organiquement.

Le programme politique pour le secteur minier, dans lequel nous devons travailler, doit être fondé sur l'analyse de la conjoncture et du Contrat de Cuzajone. Le voici dans ses grandes lignes:

1)- Dénonciation du Contrat de Cuzajone comme contraire à l'intérêt national et, par conséquent, dénonciation du gouvernement réformiste bourgeois de Velazco comme pro-impérialiste.

2)- Dénonciation des Sociétés Mixtes: Impérialisme-Etat bourgeois, comme l'expression du lien le plus étroit entre l'Etat et les intérêts du capital impérialiste et la soumission du pays à la domination étrangère.

3)- Lutte pour l'expropriation des entreprises impérialistes qui exploitent nos mines: Cerro de Pasco Copper Corporation et Marcona Mining Company, principalement.

4)- Lutte contre l'abandon à l'impérialisme des gisements de cuivre de Cerro Verde, Quellaveco et Michiquillay, et des phosphates de Sechura.

5)- Lutte pour l'exploitation par l'Etat des grandes mines et le contrôle syndical de la production.

Il reste assurément plusieurs questions à traiter, mais elles feront l'objet d'une publication ultérieure. Nous nous en tenons pour le moment à ces 5 points.

VANGUARDIA REVOLUCIONARIA
+*****+

LA NOUVELLE LOI DE PRESSE : DEMAGOGIE ET REPRESSION

Quelques jours après la signature du Contrat de Cua-jone, le gouvernement militaire promulga le ainsi-nommé "Statut de Liberté de Presse", cherchant ainsi à détourner l'attention de l'opinion publique et à éviter les attaques de certains secteurs radicaux-bourgeois. Deux mois plus tard il décréta l'expropriation du complexe journalistique "Expreso" et "Extra".

Les causes de cette expropriation seraient notamment: - la nécessité pour le gouvernement d'avoir un instrument de sa politique parmi les masses populaires, - la possibilité pour lui de faire face aux campagnes anti-gouvernementales de la grande presse, - le désir de réduire au silence tout un secteur de la droite, et de donner un avertissement aux autres et - la pression exercée par les syndicats sur le gouvernement. Parallèlement, on vit apparaître, en vertu du Statut de Presse, les amendes, les menaces et les condamnations.

L'objectif du Statut de Presse est double: d'une part, garder le contrôle des masses au moyen d'une information dirigée et d'autre part, écraser la presse de gauche par les mesures répressives dictées par cette loi.

Au Pérou, comme dans tous les pays capitalistes, la presse est sous le contrôle direct de la grande bourgeoisie, liée à l'Impérialisme. Dix des douze journaux édités à Lima appartiennent à cinq familles directement liées, à plus ou moins grande échelle, aux intérêts nord-américains:

Le premier groupe, constitué par les journaux "Ultima Hora" et "La Prensa", représente essentiellement les intérêts de la Société Nationale Agraire. Son directeur, Pedro Beltrán, est en même temps latifundiste et membre de la ./.

direction de la Société Nationale Agraire, comme beaucoup de ses actionnaires, par exemple Gildemeister, ex-propritaire du complexe agro-industriel "Casa Grande", et bien d'autres ...

Le deuxième groupe, formé par "Correos" et "Ojo", appartient à Luis Banchemo Rossi, le "roi de la pêche", qui édite par ailleurs un journal dans quatre provinces et plusieurs revues, et participe également à une chaîne de TV.

Le troisième groupe, "La Cronica" et "La Tercera", est propriété de la famille Prado qui contrôle une partie de la Banque, possède une chaîne de radio et participe de plus à une chaîne de TV.

Le quatrième regroupe "El Comercio" et "El Grafico", journaux de la famille Miró Quesada, conservateurs de tendance anti-apriste.

Quant au cinquième groupe, il est constitué par "Expreso" et "Extra", de la Société Nationale d'édition, dont le principal actionnaire, Manuel Ulloa, ancien ministre des finances de Belaúnde, représentant des intérêts de Rockefeller et homme fort du Département d'Etat américain, a fui le pays à la suite du "scandale du pétrole".

Cependant, le Statut de Presse néglige complètement cette concentration des moyens de communication et cherche une apparente "péruanisation", exigeant que tous les propriétaires de journaux soient péruviens de naissance, possèdent tous leurs droits civiques et résident dans le pays au moins six mois par an. Les actions de ceux qui ne rempliraient pas toutes ces conditions seraient transférés aux syndicats. Le résultat de ces mesures fût immédiat: aucun journal n'eût d'actionnaire qui ne remplît ces conditions - leurs actions ne furent donc pas cédées aux syndicats, mais aux membres de leurs familles: la femme de Pedro Beltrán, américaine de naissance, céda ses actions à son mari; Manuel Ulloa, posses-
./.

seur de 75 % des actions de "Expreso" et "Extra", les distribua à sa famille.

Deux mois plus tard seulement, le gouvernement, se voyant isolé des masses et ayant perdu le seul journal qui le soutenait plus ou moins, "El Comercio", face aux attaques de tous les autres journaux, décréta l'expropriation de "Expreso" et "Extra". En effet, il est plus avantageux pour lui d'avoir un journal le soutenant officieusement, qu'un journal "officiel" dont le tirage diminuerait immédiatement. S'appuyant sur la direction du syndicat de "Expreso" et "Extra" et brandissant comme arme légale les dispositions du Statut de Presse, la Junte confia donc ces deux journaux aux syndicats.

Nous connaissons bien ce qui signifie la fameuse liberté de presse bourgeoise : La liberté pour les riches et la bourgeoisie de tromper les masses populaires opprimées (Lénine). Cependant, nous dénonçons le caractère répressif du Statut de Presse, fait essentiellement pour museler la presse de gauche, dont la principale mission est de faire connaître aux masses exploitées quels sont leurs véritables ennemis - et de dénoncer la spoliation de leurs richesses et les abus commis par la bourgeoisie et l'impérialisme, liés aux dirigeants.

Ainsi, l'article 27 - g), spécifiant les délits contre la liberté de presse, dit textuellement; (il est interdit...) de "publier des documents officiels secrets, des éditoriaux, des articles et des chroniques préjudiciables à la sécurité intégrale de l'Etat à la défense nationale". En ne définissant ni ne limitant la signification de ce qui est "préjudiciable à la sécurité intégrale de l'Etat", cet article laisse la porte ouverte à la répression contre les travailleurs et la presse révolutionnaire.

Mais ça n'est pas tout. Le Statut dit aussi que les fonctionnaires, les autorités et les institutions publiques

...sont intouchables et que l'on ne peut rien écrire contre eux. Autrement dit, quand un syndicat dénonce la collusion entre le Ministère du Travail et les propriétaires d'une entreprise qui a fermé ses portes, jettant ses ouvriers au chômage sans les dédommager - ce syndicat est passible de sanctions en vertu du Statut de Presse!!!

Le gouvernement cherche à isoler la masse ouvrière, toujours maintenue dans la confusion par les pseudo-révolutionnaires aussi bien que par les réformistes et leur suite. C'est pour cela qu'il brandit le Statut de Presse comme une épée de Damocles au-dessus de la tête de la presse révolutionnaire.

Vive la coopérative des travailleurs de Expresso-Extra

Le gouvernement militaire réformiste bourgeois et pro-impérialiste a décrété l'expropriation de "Extra" et "Expresso" journaux qui étaient à la solde de l'impérialisme yankee et de la grande bourgeoisie Péruvienne et en a donné la direction à leurs syndicats de journalistes et typographes. Ceux-ci ont nommé Hernando Aguirre Gamio directeur, Francisco Moncloa éditorialiste et Francisco Landa rédacteur en chef.

Du point de vue économique, cette mesure est insuffisante. La création d'une coopérative supplémentaire et la perte par la bourgeoisie d'une entreprise ne représente pas une attaque importante pour le système qui nous gouverne.

mais c'est du point de vue politique que cette mesure a son importance: des secteurs politiques de mentalité radicale-bourgeoise et réformiste auront désormais le contrôle d'un journal de grand tirage. Ceci représente une situation nouvelle qui aura des répercussions certaines. Grâce à cette mesure, le front politique constitué par le réformisme bourgeois et le révisionnisme marxiste se verra renforcé. Le front révolutionnaire marxiste, par contre, n'a aucune raison de se réjouir de telles mesures. Et, bien que nous voyions avec satisfaction la disparition d'une tribune de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie telle que l'étaient "expresso" et "Extra" sous la direction de Ulloa, nous pensons que la nouvelle tendance des journaux expropriés va accroître la confusion politique actuelle et l'influence de la petite bourgeoisie sur les secteurs ouvriers.

Cette mesure signifie également que le gouvernement militaire, handicapé par l'actuel rapport de forces, (qui n'est que le résultat d'une année de gouvernement anti-ouvrier, au service de la bourgeoisie dans son ensemble et du système capitaliste) essaie actuellement de développer son influence dans les secteurs populaires; pour cela, il n'emploie pas des mesures économiques concrètes répondant aux revendications des ouvriers, car il entrerait alors en contradiction avec les secteurs bourgeois qu'il soutient, mais il cherche à utiliser la propagande organisée que peut lui faire un complexe journalistique comme "Expresso" et

Extra. Autrement dit, le gouvernement militaire entend profiter immédiatement et à court terme des résultats politiques de ces mesures. Cependant, la recherche d'un tel soutien et le fait de museler l'opposition enflammée et efficiente de droite que lui fait ce secteur de la presse, donnent naissance à une situation nouvelle lourde de répercussions.

D'autre part, le gouvernement militaire s'est vu obligé d'abandonner son style paternaliste et autoritaire dans ce cas, mais il l'a fait, sans aucun doute, fort de la confiance qu'il a en la mentalité de la direction syndicale et en sa capacité de manipuler la masse des travailleurs.

Cependant, cette situation peut changer, une fois déclenchée une seconde étape de la lutte idéologique des classes (cette fois entre le prolétariat et la petite bourgeoisie) au sein de cet organisme (le syndicat). La petite bourgeoisie de la direction actuelle peut échouer, laissant la place au prolétariat révolutionnaire.

En ce qui concerne la situation dans laquelle se trouvent actuellement "Expreso" et "Extra", la position de Vanguardia Revolucionaria est la suivante:

Les secteurs révolutionnaires de la classe ouvrière n'accepteront jamais d'être dirigés par la bourgeoisie, ni même par la petite bourgeoisie radicale; l'assemblée des travailleurs d'"Expreso" et "Extra" doit se mettre d'accord sur une déclaration de principes et un programme politique conformes aux intérêts du prolétariat et des autres secteurs opprimés du pays et obliger la direction de ces journaux à adopter cette ligne; l'objectif principal est de lutter pour arracher à la bourgeoisie tous les moyens de production (à commencer par les autres journaux détenus par la bourgeoisie) et en confier le contrôle aux travailleurs; ouvrir les pages de "Expreso" et "Extra", sans limites, aux syndicats ayant une ligne de classe et aux partis politiques révolutionnaires.

A BAS LA DIRECTION PRO-JUNTISTE DE "EXPRESO" ET "EXTRA"

POUR UNE LIGNE PROLETARIENNE POUR "EXPRESO" ET "EXTRA"

LE COMITE EXECUTIF DE VANGUARDIA REVOLUCIONARIA

Nous présentons par la suite des extraits d'un article du sociologue péruvien Anibal Quijano, intitulé

"NATURE, SITUATION ET TENDANCES DE LA SOCIÉTÉ PÉRUVIENNE CONTEMPORAINE" ,
écrit en 1967 à Santiago-du-Chili.

Cet article conserve tout son intérêt à l'heure actuelle, car l'information fournie par Quijano au sujet de la nature et des implications des investissements étrangers au Pérou est un outil précieux pour la caractérisation de la situation économique; il sert, ainsi, à démasquer l'attitude pro-impérialiste de la Junta (et ceci malgré ses protestations réitérées de "nationalistes" et de "révolutionnaires anti-impérialistes") - attitude qui se manifeste notamment dans la récente signature du Contrat de Cuajone (concernant le cuivre).

LE SYSTÈME DE DÉPENDANCE ET SES NOUVELLES TENDANCES D'ORIENTATION

Comme pour tous les pays latino-américains, le facteur déterminant pour l'histoire et la situation actuelle de la société péruvienne est sa position de dépendance à l'intérieur du marché capitaliste international. De ce point de vue, le développement historique entier de cette société pourrait, en grande partie, être considéré comme l'histoire des modifications successives de

./.

ses rapports de dépendance.

Libéré de la dépendance coloniale, le Pérou s'est immédiatement incorporé au nouveau système de dépendance impérialiste; pour que celui-ci puisse surgir, il fallait que le système de dépendance coloniale disparaisse. Toutefois, lorsqu'on parle d'impérialisme, l'un des obstacles les plus difficiles à surmonter est l'habitude invétérée de le concevoir seulement à un niveau plus général et abstrait, comme passe-partout et sans essayer de voir les formes spécifiques qu'il prend pour chaque société dépendante, à chaque moment historique concret, et qui sont la conséquence des modifications successives de la structure complète du système capitaliste international, des déplacements du pouvoir entre les pays métropolitains et à l'intérieur de chacun de ces derniers.

Ainsi, pour pouvoir éclaircir les conséquences de la dépendance impérialiste sur le destin de la société péruvienne, il faudra, en premier lieu, préciser les formes de base des rapports concrets de dépendance de notre histoire postcoloniale. De la même façon que, tout au long de la période de dépendance coloniale, le pays souffrit les effets des modifications du marché capitaliste mondial en expansion et consolidation et des déplacements de pouvoir entre les pays métropolitains de cette époque-là, de la même façon, dans la période postcoloniale, chacune des étapes de l'histoire du Pérou peut être étudiée en relation avec les différentes lignes d'orientation de l'impérialisme.

Au Pérou se sont succédées trois formes concrètes de dé-
./.

pendance impérialiste, qui se superposèrent et combinèrent de plusieurs façons, depuis les premières années du XIXème siècle jusqu'à aujourd'hui: a)- l'impérialisme financier-mercantile au XIXème siècle, sous la domination britannique; b)- l'impérialisme agraire-minier-financier, depuis la Première guerre mondiale à peu près, et c)- l'impérialisme industriel-financier, relativement récent, tous les deux sous la domination nord-américaine.

Le changement de métropole dominante imposa de nouvelles formes, mais non l'abolition des formes antérieures, de telle façon que les diverses formes se sont combinées, mettant l'accent tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre secteur de l'exploitation à chaque période. Chacune de ces combinaisons détermina les tendances les plus importantes de notre histoire post-coloniale, mais ses conséquences ne seront pas examinées maintenant.

En ce qui nous concerne, le problème consiste à montrer les mécanismes par lesquels la dépendance impérialiste actuelle tend à déplacer l'axe de sa domination sur le pays- des secteurs traditionnels miniers-pétroliers (sous son contrôle direct) et agricoles (qu'elle contrôlait avec la bourgeoisie foncière) - vers la production industrielle urbaine (dont elle partage les profits avec la bourgeoisie industrielle urbaine). Cela ne signifie pas, bien sûr, que tandis qu'elle renforce son contrôle financier-mercantile, elle abandonne les secteurs traditionnels.

En réalité, ceci est une tendance relativement récente

de l'impérialisme qui, à des degrés différents dans chaque pays, se généralise à toute l'Amérique Latine, comme ça se dégage clairement du Tableau 1 (voir fin de l'article).

Tandis que, au Venezuela ils investissent principalement dans la production pétrolière (alors qu'au Pérou, par contre, la pression populaire pour la nationalisation du pétrole a conduit à une diminution progressive des investissements)⁽¹⁾, dans les autres pays latino-américains les impérialistes se tournent préférentiellement vers la production industrielle urbaine et le commerce.

C'est-à-dire, tandis que dans la période antérieure, l'impérialisme s'intéressait surtout à la propriété et au contrôle de la production minière et agricole, des secteurs qui du point de vue géographique seulement font partie de l'économie nationale - actuellement il tend à déplacer l'impact de sa pénétration et de son emprise vers les secteurs manufacturiers urbains et le commerce, sans pour autant abandonner ses secteurs traditionnels de contrôle.

(1) L'ancien député Carlos Malpica a dénoncé dans le journal "El Comercio" de Lima, qu'entre 1953 et 1964 les investissements de la International Petroleum Co. avaient été réduits de 42 millions de dollars - voir "Oiga", hebdomadaire de Lima, Juillet 1966, n° 184, p. 7.

Ainsi, la dépendance impérialiste revêt une nouvelle forme dans laquelle sa pénétration et son contrôle sur l'économie nationale s'élargissent et se fortifient. Les conséquences de cette nouvelle orientation des rapports de dépendance avec l'impérialisme sur l'ensemble de la société péruvienne, se révèlent par l'analyse des modifications structurelles de chacun de ces rapports.

LE SYSTEME DE DOMINATION INTERNE ET SES TENDANCES DE CHANGEMENT.

LA STRUCTURE ECONOMIQUE

Dans le cadre de ces nouvelles tendances du système de dépendance, un système interne de domination commence à surgir qui, sans être foncièrement différent de la domination en vigueur, s'en distingue beaucoup dans ses formes concrètes d'expression et de développement.

Du point de vue de la structure économique, le Pérou pourrait être considéré comme une structure de transition entre une économie capitaliste à prédominance agraire et minière, et une économie capitaliste industrielle à ses débuts.

La première était, fondamentalement, une économie agraire et minière, avec des secteurs d'industrie légère et financiers-mercantiles peu développés. Elle comprenait le secteur relativement modernisé des plantations de monoculture agraire de la Côte, propriété des entreprises nord-américaines et nationales, et des industries d'extraction minières et de pétrole sous le contrôle total de l'impérialisme, dans certaines régions. Elle compre-

nait aussi un secteur en stagnation, dans le reste du pays et surtout dans la Sierra, avec des traits féodaux marqués dans les rapports de travail, sans liaison directe importante avec le marché impérialiste extérieur.

L'économie qui se développe actuellement se caractérise, en premier lieu, comme une économie urbano-industrielle, par le développement de l'industrie manufacturière urbaine à l'intérieur de laquelle les industries de base intermédiaires commencent à prendre la place des industries traditionnelles; par le développement du commerce et d'autres activités tertiaires, et par le passage, lent mais irréversible, au second plan des activités primaires, en particulier l'agriculture.

(Voir Tableau 2 à la fin de l'article)

Le Tableau 2 montre sans équivoques la tendance fondamentale de développement des activités secondaires et tertiaires dominantes dans la structure de la production péruvienne, et surtout la position privilégiée de l'industrie manufacturière dans ce processus. Ceci est d'autant plus évident que, à l'intérieur des secteurs primaires, les branches d'activité les plus industrialisées, comme la pêche (production de farine de poisson) et les mines, sont les seules qui continuent à s'accroître, tandis que le secteur agricole a considérablement réduit sa participation à la formation du produit national brut.

De même qu'il se produit un déplacement des secteurs primaires aux secteurs secondaires et tertiaires, de même on peut observer ce phénomène dans le secteur primaire

global lui-même en faveur d'activités plus industrielles; cependant, les activités agricoles, qui auparavant dominaient sans contrepoids non seulement dans l'ensemble de l'économie, mais aussi dans le secteur primaire, tendent à diminuer et à occuper une position très secondaire dans la structure nationale de production.

En ce qui concerne l'agriculture, en 1964 70% de la production provenait principalement des cultures d'exportation, tandis que l'agriculture destinée au marché interne et qui se pratique surtout à la Sierra, manifeste de plus en plus une tendance à la stagnation et à la détérioration. Pour cette raison, l'importation de produits agricoles alimentaires a connu une croissance "relativement explosive", passant de presque 40 millions de dollars en 1965 et, dans cette année seulement, l'augmentation fut de 27,3 % ⁽²⁾. Ceci montre que, dans chaque secteur de l'économie du pays, seuls les secteurs directement liés aux investissements et au contrôle impérialistes continuent à se développer, quel que soit le niveau de sa participation à l'ensemble de la production.

La croissance des industries manufacturières urbaines et leur tendance à occuper la place principale dans la structure productive du pays, s'expliquent par leur relation directe avec les nouvelles orientations de la dépendance impérialiste. Le Tableau 3 (à la fin de l'article) nous confirmera la véracité de ce fait.

Ce tableau 3 permet de relever les deux faits suivants :

(2) Institut National de Planification du Pérou (INP),
Plan de développement économique et social 1967-1970,
p. 126-128. ./.

Le déplacement des investissements vers l'industrie, et l'importance écrasante des investissements impérialistes dans ce secteur. Devant ces chiffres officiels, il ne nous reste, donc, aucun doute quant au changement profond de la pénétration impérialiste et des rapports de dépendance qui en résultent.

En conséquence, dans le secteur des activités industrielles manufacturières, il se produit aussi un net déplacement des secteurs traditionnels de l'industrie légère (alimentation, habillement, boissons, etc.) destinés à la consommation immédiate, vers les nouveaux secteurs des industries de base intermédiaires (métallurgie, chimie, ciment, papier, bois, etc.); tandis que les secteurs traditionnels tendent à diminuer leur participation à la production industrielle manufacturière, les nouveaux secteurs montrent une nette tendance à l'expansion et tendent à occuper actuellement la place prédominante dans ce secteur. Ainsi, la participation du premier groupe au produit industriel total est passée de 69 % en 1955 à 62,8 % en 1960 et à 59,7 % en 1963, tandis que le groupe des industries "dynamiques" est passé de 31 % à 37,2 % et à 40,2 % dans les mêmes années (3). D'autre part, tandis qu'en 1955 la CEPAL estimait la contribution de la production manufacturière à 3.397 millions de Soles et la production artisanale à 2.154 millions de Soles, le Recense-

(3) José Palomino Roedel, "El desarrollo industrial en el Peru", p. 9. Document présenté par le Bureau de la Planification des Industries, de l'INP, au Premier séminaire de population et développement, Pérou, 1965.

ment Economique de 1963 indiquait que la production manufacturière de cette année-là était de 12.900 millions de Soles et la production artisanale de 270 millions de Soles. Ainsi le degré d'industrialisation était estimé pour 1955 à 17,7 % par certains et par la suite à 14,2 %. Pour 1963 il était estimé à 19,5 % et à 21,3 %, ce qui supposerait que le processus d'industrialisation au Pérou fut dans ces années un des plus forts du continent ⁽⁴⁾.

Ce processus de modification de la structure de production industrielle s'est définitivement consolidé, dans la mesure où la manufacture des biens de consommation durable s'établit nécessairement dans les localités urbaines de plus grande importance. Donc, il se produit une transition générale de l'économie des secteurs primaires vers les secteurs secondaires et tertiaires ce qui implique, aussi, une transition vers une économie industrielle urbaine.

La croissance remarquable des secteurs tertiaires de l'économie, comme on le voit dans les tableaux précédents, renforce sans aucun doute cette tendance à l'urbanisation qu'éprouvent la production et l'économie dans son ensemble. Mais, en même temps, dans une moindre mesure, non déterminée, en l'absence d'information statistique, elle favorise aussi la pénétration du marché des produits de l'industrie légère urbaine dans les zones rurales, et des activités tertiaires, spécialement le petit commerce et les services. L'expansion du système de transports et de communications ces dernières années est en liaison étroite avec ce processus.

(4) Voir "El desarrollo industrial del Peru", CEPAL 1959, pp 54-69 et Palomino Roedel, op.cit., pp 8-9. //.

Il en résulte, donc, la disparition de l'isolement relatif des zones rurales du pays par rapport aux localités urbaines, observé ces dernières années par l'ensemble des chercheurs, la diffusion des éléments socio-culturels d'origine urbaine jusque dans les localités rurales les plus éloignées, et la transformation importante de la structure économique et sociale des zones rurales que nous montrerons en temps voulu.

L'EXPANSION ET LES FAIBLESSES DU SYSTEME

Selon les chiffres officiels, l'expansion de l'économie péruvienne dans les dernières années se fait à un rythme impressionnant. Malgré quelques fluctuations avant 1958, le taux annuel de croissance entre 1950 et 1965 atteint la moyenne de 5,6 %, puis après 1958 dépasse 8 % par an. La moyenne régionale latino-américaine oscille autour de 2 % par an⁽⁵⁾.

En conséquence, le P.N.B. réel per capita augmenta de 3 % par an et le revenu personnel en moyenne de 3,3 % dans la même période, tandis que l'on estime la croissance démographique nationale entre 2,5 % et 2,9 %, taux annuel moyen⁽⁶⁾. On pourrait, donc, penser que la société péruvienne connaît un développement effectif et que l'on se trouve dans le meilleur des mondes. Toutefois, les chiffres

(5) INP, op. cit., vol. II, pp. 12, 14 et Comptes Nationaux du Pérou 1950-65, Banque Centrale de Réserve, Lima, 1966, p. 7.

(6) Comptes Nationaux, op. cit., p. 7.

officiels eux-mêmes montrent que, dans le contexte latino-américain, ces chiffres cachent une réalité économique-sociale aussi spectaculairement dure.

1. L'accentuation de la dépendance

En premier lieu, ces indices de croissance économique sont dus à trois facteurs: l'accroissement de l'exportation, la participation croissante de l'Etat à l'économie nationale et la croissance industrielle urbaine.

L'expansion de l'exportation est due principalement à la farine de poisson et aux produits minéraux. Pendant cette période, les exportations augmentèrent à un taux annuel moyen de 8,5 %, ce qui a fait accroître le flux de devises à un taux annuel moyen de 8,9 %.⁽⁷⁾ La production minière est pratiquement en totalité sous contrôle direct de l'impérialisme nord-américain et, avec la législation minière en vigueur depuis la dictature du général Odria, elle jouit de franchises et d'exonérations de toutes sortes. Ces "enclaves" minières font partie de l'économie nationale du point de vue géographique, seulement. Mais, en dehors de cela, la croissance de l'exportation minière est due à une conjoncture dérivée des besoins en armement de l'impérialisme pour son intervention sauvage au Vietnam. La production de farine de poisson, qui a débuté avec des capitaux nationaux grâce aux besoins en fertilisants du marché européen, a fini par tomber sous le joug de l'impérialisme (nord-américain, allemand et japonais), par l'achat d'actions directes, par le contrôle des finances et du crédit, bien qu'il partage ce contrôle avec la bour-

(7) Op. cit., p. 10.

geoisie nationale, qui est plus intimement liée à l'économie nationale. Mais au fur et à mesure que d'autres pays commenceront à développer leur propre production de farine de poisson, au Pérou la prospérité dérivée de celle-ci aura tendance à diminuer.

Cela veut dire que l'augmentation des exportations résulte, non seulement de circonstances conjoncturelles particulières, mais aussi d'une dépendance croissante vis-à-vis de l'impérialisme.

L'Etat contribue à 13 % des investissements totaux du pays⁽⁸⁾, et sa participation à la demande globale des biens et des services s'est accrue au taux annuel moyen de 9,8 % entre 1950 et 1965 et a atteint 16,5 % en 1954⁽⁹⁾. Les rentes de l'Etat proviennent en partie des contributions internes, mais surtout des prêts et crédits de l'extérieur. Entre 1951 et 1962 seulement, la dette publique était supérieure à 500 millions de dollars⁽¹⁰⁾. Ce qui signifie que le gonflement de la participation de l'Etat à l'économie doit être attribué au renforcement de la dette extérieure et, donc, à la nouvelle orientation de la pénétration impérialiste.

Pendant ce laps de temps l'industrie manufacturière s'est développée au taux annuel moyen de 7,5 %, jusqu'à atteindre 20 % du Produit National Brut, réservant alors 80 % de sa production au marché interne⁽¹¹⁾. Le rapport présenté

(8) Op. cit., p. 11.

(9) I.N.P., vol. II, p. 12.

(10) Nations Unies, "Le Financement Extérieur en Amérique Latine", 1966.

par le gouvernement péruvien au Séminaire d'industrialisation en mai 1966, à Santiago-du-Chili, affirme que la majeure partie des investissements industriels au Pérou proviennent du réinvestissement de capitaux nationaux et des crédits de la Banque Industrielle. Mais, d'une part, le Tableau 3 montre que 80 % des investissements industriels proviennent du capital impérialiste, et d'autre part le même rapport cité ci-dessus signale que les crédits de la Banque Industrielle se font en étroite liaison avec des organisations financières et de crédit étrangères⁽¹²⁾.

Donc, d'une part toutes les données révèlent que la croissance de l'économie péruvienne dans les 15 dernières années est le résultat des nouvelles orientations de la pénétration impérialiste, de sa transition des secteurs minier et agricole vers les secteurs industriels privés et vers les activités estatales. D'autre part, tout cela représente l'image vivante de la dépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme. En d'autres termes, la croissance spectaculaire de l'économie péruvienne met à nu la croissance tout aussi spectaculaire de notre dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, en particulier nord-américain.

En même temps, ces faits révèlent la faiblesse congénitale de l'économie péruvienne, due en grande partie aux

(12) CEPAL, "El desarrollo industrial del Peru", rapport présenté par le gouvernement péruvien au Symposium latino-américain d'industrialisation, à Santiago-du-Chili, mars 1966, pp. 36-39 (mimeo).

(11) I.N.P., vol. II; p. 12.

circonstances conjoncturelles de sa croissance, et à sa dépendance vis-à-vis du contrôle et des intérêts impérialistes, de même que la faiblesse et la dépendance congénitale des nouvelles couches de la bourgeoisie nationale, auxquelles le réformisme d'une partie de la gauche péruvienne traditionnelle attribua gracieusement un caractère "progressiste" et "nationaliste".

2. L'accentuation du colonialisme interne

Dans les périodes antérieures, dominées par le caractère agraire et minier de l'économie, la dépendance des autres régions du pays vis-à-vis de la Côte et de la métropole Lima-Callao n'a jamais atteint le degré actuel. La Côte employait la main-d'oeuvre bon marché, les produits alimentaires et les ressources naturelles en général de la Sierra pour sa propre expansion et la "modernisation" de son économie. Cependant, les régions de la Sierra, surtout les villages ruraux, ont maintenu une marge d'autonomie assez large, ce qui était à l'origine de la stagnation séculaire de son capitalisme agraire et de la lenteur des changements, la prédominance du caciquisme politique et du "gamonalisme" foncier.

Actuellement, cette relative autonomie tend à être détruite de façon brutale et complète, par la désintégration de l'économie rurale traditionnelle, la pénétration du marché de produits urbains de la Côte, l'expansion des transports et communications, qui font partie du processus de transition de l'économie péruvienne et de son urbanisation.

Ainsi, la campagne est aujourd'hui totalement dépendante

de la ville, celle-ci des villes de la Côte et tout le pays dépend de Lima-Callao. Selon les résultats du Recensement de 1961, 21 des 37 villes de plus de 10 mil. habitants étaient établies sur la Côte, 13 seulement dans la Sierra et 3 dans la Forêt. 63 % de la population urbaine du pays était concentrée à Lima-Callao.

Ces chiffres ne sont pas surprenants, si l'on tient compte du fait que plus de 60 % du P.N.B. provient de la Côte, où est rassemblée 47 % de la population totale du pays. De son côté, Lima-Callao fournit 67 % de la production industrielle du pays; de ce pourcentage, la production spécifiquement manufacturière, qui en 1960 représentait 54,4 % de la valeur totale de la production nationale, atteint 59,1 % en 1965, soit un gain de 4,7 % ce qui représenta pour les autres régions du pays une perte de 10,3 % dans l'ensemble de leur production en 1960 (13).

Ces chiffres montrent l'accentuation du colonialisme interne entre la Côte et les autres zones géographiques du pays, ainsi que le rôle de métropole interne dominante et solitaire que joue Lima-Callao sur tout le reste du pays.

Si l'ensemble Lima-Callao a réussi à avoir cette position, cela est dû seulement en partie à la tradition de centralisme administratif héritée du colonialisme et à sa localisation sur la Côte. La cause principale est qu'elle sert de tête de pont à l'expansion de la dépendance impérialiste du pays, dans la mesure où le gros des investissements qui en provient s'y concentre, et dans la mesure où elle sert de foyer de reproduction à toutes les formes

(13) Palomino Roedel, op. cit., p. 9.

de l'influence sociale et culturelle impérialiste.

3. La concentration des revenus

Selon les chiffres officiels, le revenu personnel per capita s'accrut entre 1950-1965 à un taux annuel moyen de 3,3 %, tandis que la population enregistra une augmentation inférieure à 3 % par an. En 1965 le revenu moyen individuel fut de 9.763 Soles (364 dollars)⁽¹⁴⁾.

Si on examine de près les données du Tableau 4 à la lumière de ces informations, on voit que 64,8 % de la population économiquement active avait un revenu inférieur à 10.000 Soles, ce qui représentait dans l'ensemble 18,9 % du revenu total. A l'autre extrême, 1,9 % de la population avait un revenu supérieur à 100.000 Soles par an, ce qui équivalait dans l'ensemble à 41,4 % du revenu total. Ces chiffres montrent l'importance de la concentration du revenu; il faut, en outre, tenir compte de qu'ils correspondent seulement à la distribution du revenu par personne active et non pas au revenu individuel disponible, au sujet duquel on manque d'information.

D'autre part, si l'on compare la distribution du revenu dans les principaux secteurs d'emploi, les chiffres sont tout aussi éloquents. Dans le Tableau 5 on voit que, tandis que les salariés - ouvriers et employés - qui représentent 86,7 % de la population active, reçoivent 47,2 % du revenu national, les revenus des chefs d'entreprise et propriétaires (qui constituent seulement 1,9 % de la population active) s'élèvent à 45 % du total. Cependant, il y a un fait encore plus significatif et révélateur du proces-

(14) Banque Centrale, op. cit., p. 8.

sus de "marginalisation" et de paupérisation de la grande masse de la population active : le groupe des "ouvriers éventuels", c'est-à-dire sous-employés, qui constituent 32,3 % des salariés, reçoit seulement 5,6 % du revenu total.

En même temps que l'économie nationale a tendance à se développer vigoureusement, ses bénéfices permettent aux riches de devenir encore plus riches et aux pauvres de devenir encore plus pauvres et, pire encore, le nombre de ces derniers augmente continuellement⁽¹⁵⁾. Chaplin signala qu'au Pérou, au fur et à mesure que l'on passe des zones moins développées aux zones plus développées, la concentration de la richesse augmente, le processus d'industrialisation étant intimement lié à la croissante concentration de la richesse.

La croissance économique du pays n'a donc servi qu'à accentuer notre dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, à aggraver le colonialisme interne et la domination de la métropole, et à engendrer un processus de paupérisation croissante de la majorité de la population du pays.

4. Inflation lente et sous-alimentation du peuple

Un des problèmes qui intrigue le plus les techniciens et économistes aussi bien nationaux qu'étrangers, est la lenteur de l'inflation monétaire au Pérou par rapport à d'autres pays, dont la politique monétaire est également contrôlée par le Fond Monétaire International.

(15) David Chaplin, "Industrialization and the distribution of wealth in Peru", Land Tenure Center, Univ. of Wisconsin, Madison 1966 (mimeo).

L'argument le plus généralement avancé est que les exportations péruviennes sont remarquablement diversifiées, permettant de contrebalancer les déséquilibres du marché international, et maintenant dans le pays un taux de devises suffisant, tandis que les autres pays sont mono-exportateurs dans leur majorité.

Le problème se complique encore plus, si l'on se souvient que la production agricole alimentaire s'est réduite de façon drastique dans les 15 dernières années et a provoqué une "croissance explosive" des importations, avec en conséquence la répercussion sur les prix et le coût de la vie. Entre 1951-65 l'augmentation des prix ne fut jamais inférieure à 3,4 % par an et en 1965 elle fut même de 15 %, selon les chiffres officiels⁽¹⁶⁾. Sans doute la diversification des exportations péruviennes, ainsi que la conjoncture particulière de l'expansion de la farine de poisson pour l'exportation, expliquent en partie ce problème. Toutefois, la cause la plus importante doit être l'impuissance des classes populaires à empêcher la réduction constante des salaires réels et du niveau de vie, due aux facteurs qui ont été examinés en rapport avec la formation des classes populaires du pays et à la faiblesse de ses organisations.

Récemment, une enquête en cours⁽¹⁷⁾ révéla que l'incidence des classes populaires, surtout urbaines, sur la consommation des produits alimentaires en 1966 s'était mainte-

(16) Banque Centrale de Réserve, op. cit., p. 8.

(17) Rosemarie Thorp, "La inflacion monetaria en el Peru" (mec.) 1966.

nue au même niveau qu'il y a 10 ans. La fragmentation et la faiblesse des organisations syndicales, le manque d'organisation de la majorité des couches populaires en chômage partiel ou total, les ont empêché d'exercer une pression suffisamment forte pour obtenir une meilleure position dans le marché et dans la distribution du revenu. Le contraire se passa dans d'autres pays, comme le Chili ou l'Argentine, où malgré les fluctuations de l'économie, la population ouvrière syndicalisée est à même de maintenir un niveau de revenu et une place dans le marché, ce qui oblige la bourgeoisie à riposter par la dévaluation de la monnaie, en plus de l'augmentation des prix.

Rien ne met à nu, avec plus de vigueur, la liaison étroite entre les chiffres de distribution du revenu et le rythme lent de l'inflation monétaire. On voit aussi clairement comment la sous-alimentation populaire, pour une population qui s'est accrue à un rythme de 3 % par an dans les dernières années, et sa paupérisation constante, font les frais des taux de croissance économique et d'une inflation monétaire lente et réduite.

5. Croissance économique et accentuation de la "marginalisation"

Enfin, on ne peut pas omettre de cet inventaire des contradictions et des faiblesses du système, la tendance parallèle à la "marginalisation", c'est-à-dire, à la réduction du marché du travail, des sources de revenus, en même temps qui se produit l'augmentation des prix et la pression à la consommation, et l'expansion de la production industrielle.

Les estimations officielles sur l'importance du chômage complet et du chômage déguisé ou sous-emploi sont, sans doute, grossières et indignes de confiance, mais cependant elles montrent un peu cette tendance. Dans le Recensement de 1961 le chômage touchait 1,6 % de la population active et 3,7 % des salariés, ouvriers et employés. Mais des estimations postérieures sur le sous-emploi révèlent que près de 40 % de la population agricole est sous-employée, ainsi que 21 % des salariés du commerce et 30 % dans les services, en 1966. Quelle que soit la valeur réelle des chiffres, elle ne laisse aucun doute quant à la grandeur effective du processus de chômage et de sous-emploi dans le pays, au moment même où les taux de croissance économique et d'expansion industrielle en particulier atteignent des chiffres impressionnants (18).

Dans une société comme la société péruvienne, cette couche ne cessera de s'accroître tant que la condition de capitalisme en état de dépendance et sous-développement sera le destin du pays. Si l'économie stagne, la marginalité augmente sûrement l'âpreté de la situation; mais si l'économie se développe selon les tendances que nous venons d'étudier, cette couche doit probablement s'accroître aussi. Ceci veut dire que la "marginalisation" ou paupérisation de la majorité de la population est la condition même de la croissance capitaliste au Pérou et dans les autres pays latino-américains. La "modernisation" du système dans ces sociétés, quelle que soit son ampleur, ne peut que rendre plus aiguës et plus ouvertes ses contradictions et ses limitations, et rendre plus précaire la condition des masses populaires, tant qu'on n'aura pas changé la nature même de l'organisation de la production et du travail.

Santiago-du-Chili, été 1967.

- (18) "Diagnostico de la situacion de recursos humanos",
Service de l'emploi et des ressources humaines,
Ministère du Travail, pp- 38-39, Lima.

TABLEAU 1

Flux nets de capitaux privés U.S. d'investissement
direct vers l'Amérique Latine, par secteurs prin-
cipaux, 1951-1962

(en Millions de dollars et en pourcentages)

Secteur industriel	1951-55		1956-60		1961-62		1951-62	
	Mil. Dol.	%	Mil. Dol.	%	Mil. Dol.	%	Mil. Dol.	%
TOTAL	1.751	100	3.398	100	616	100	5.765	100
Pétrole	348	20	1.571	46	7	1	1.912	33
Mines et fonderie	339	19	301	9	46	7	686	12
Manufacture	613	35	791	23	370	60	1.774	31
Commerce et divers	451	26	735	22	207	34	1.393	24

Sources : U.S. Department of Commerce, Balance of Payments,
Statistical Supplement to Survey of Current
Business (1963) et Survey of Current Business
(divers numéros de 1963-64) - (extrait de:
"El financiamiento externo de América Latina",
tableau 179).

TABLEAU 2

Composition du produit brut interne par secteurs
économiques

(PBI en millions de dollars - prix constants de 1960)

Secteur économique		1950	1955	1960	1964
Agriculture	PBI	8.860	9.786	11.317	13.998
	%	25.7	22.2	20.4	19.6
Pêche	PBI	167	238	785	1.266
	%	0.5	0.5	1.4	1.8
Mines et pétrole	PBI	1.831	5.793	4.908	5.448
	%	5.3	6.3	8.8	7.6
Industrie	PBI	5.348	7.777	10.467	13.952
	%	15.6	17.6	18.8	19.6
Construction	PBI	1.179	1.955	1.768	2.921
	%	3.4	4.4	3.2	4.1
Energie	PBI	a/	a/	214	314
	%	a/	a/	0.4	0.4
Transports	PBI	1.586	2.393	3.009	3.816
	%	4.6	5.4	5.4	5.3
Commerce	PBI	5.512	7.452	9.280	12.528
	%	16.0	16.9	16.7	17.6
Banques, assurances	PBI	1.050	1.635	2.062	2.639
	%	3.1	3.7	3.7	3.7
Logement	PBI	3.201	3.661	4.470	5.261
	%	9.3	8.3	8.0	7.4
Administration	PBI	3.489	3.767	4.291	5.227
	%	10.1	8.5	7.7	7.8
Services	PBI	2.187 ^{b/}	2.704 ^{b/}	3.079	3.602
	%	6.4 ^{b/}	6.2 ^{b/}	5.5	5.1
TOTAL	PBI	34.411	44.162	55.650	71.272
	%	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Institut National de Planification

a/ Compris dans "Services"; b/ "Energie" comprise.

TABLEAU 3

Investissements bruts internes par secteurs d'origine

Secteurs	1960	1963	Nat.	Etran ger	Total
Agriculture	1.8	3.0	100.0	—	100.0
Mines	0.2	0.1	100.0	—	100.0
Industrie	33.6	32.5	19.7	80.3	100.0
Construction	40.4	37.3	100.0	—	100.0
Energie	—	—	—	—	—
Commerce	24.0	27.1	80.6	19.4	100.0

Source : Institut National de Planification.

TABLEAU 4

Estimation de la distribution du revenu par
échelons, 1961

(8)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
				% du total		% cumulés	
Moins de 3.000	2,6	697,8	275,9	1,4	9,2	1,4	9,2
3.000/5.000	4,1	3.948,1	983,9	7,8	32,7	9,2	41,9
5.000/10.000	7,1	4.889,1	688,4	9,7	22,9	13,9	64,8
10.000/20.000	15,3	10.479,5	737,7	20,8	24,5	39,7	89,3
20.000/30.000	27,2	1.453,5	53,5	2,9	1,8	42,6	91,1
30.000/50.000	34,7	6.313,4	182,2	12,5	6,0	55,1	97,1
50.000/ 100.000	57,5	1.784,6	31,1	3,5	1,0	58,6	98,1
100.000 et +	339,0	20.910,0	57,4	41,4	1,9	100,0	100,0
TOTAL		50.479,0 a/	3.010,1	100,0	100,0		

Source : Institut National de Planification.

a/ Excluant les loyers.

- (1) Revenus moyens (en milliers de Soles)
- (2) Revenu total (en millions de Soles)
- (3) Population active (en milliers de personnes)
- (4) Revenu total (en % du total)
- (5) Population active (en % du total)
- (6) Revenus (% cumulés)
- (7) Population (% cumulés)
- (8) Echelons de revenus (revenus annuels en Soles)

TABLEAU 5

Revenu national au prix des facteurs, 1961

Catégories de fonctions
(Millions de Soles)

Secteur	Population active		Revenu	
	(milliers)	%	(millions)	%
• Rémunérations des salariés :	2.487,8	86,7	25.395,1	47,2
Ouvriers:				
Permanents	1.145,9	29,8	11.286,8	21,0
Eventuels	721,9	32,3	2.986,0	5,6
Employés	334,2	11,1	10.354,8	19,2
Travail familial non rémunéré	285,8	9,5	767,5	1,4
• Revenus obtenus par les unités familiales, prof. libérales et autres entreprises non constituées en sociétés de capital	522,3	17,3	28.413,9	52,8
Revenus des entreprises et propriétaires	57,4	1,9	24.240,0	45,0
Trav. indépendants	464,9	15,4	4.173,9	7,8
TOTAL	3.010,1	100,0	53.809,0	100,0

Source : Institut National de Planification.